

la lettre eau

Mars 2007 - n°38

Sommaire

Actualité

Eaux brutes et eaux potables : liaisons dangereuses
p.3

Dossiers

On a sauvé la loi sur l'eau, mais à quel prix !
p.6

La pollution des eaux par l'usine Métaleurop
p.10

20 ans après Sandoz
p.12

Point de vue

Le règlement REACH
p.16



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

Revue de France Nature Environnement

Fédération française des associations de
protection de la nature et de l'environnement

www.fne.asso.fr



«**France Nature Environnement** rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr/PA/eau/eau.htm>

Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

Pôle ressources en eau et milieux naturels aquatiques de France Nature Environnement

6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - ☎ 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable
des Politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Elise Delanssais et Romain Suaudeau
Conception & réalisation : Olivier Gaudissard
Impression : Imprimerie Nouvelle - Routage : Dautry
Crédit photo couverture : Fanny Pollet



La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Impremi'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- ➔ la bonne gestion des déchets dangereux
- ➔ la sécurisation des stockages de produits dangereux
- ➔ l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.

édito



Pour une eau vivante : contre les casseurs et les nitrates, soutien sans réserve à ERB.

Au cours de ces 50 dernières années, la pollution de l'eau par les nitrates n'a fait que croître. On les retrouve à des concentrations plus ou moins élevées dans tous les milieux : rivières, nappes alluviales, nappes profondes, lacs, étangs, frange littorale contaminée par les eaux des fleuves.

Dans une rivière non contaminée, ils ne devraient pas franchir la dizaine de mg/l, alors qu'ils dépassent couramment les 50 mg/l. Dans les nappes souterraines, la dégradation est plus marquée : ils ne devraient pas excéder quelques mg/l alors que des concentrations supérieures à 100 mg/l sont fréquentes.

Cette situation catastrophique n'est pas nouvelle. Déjà, en 1974, le BRGM, analysant des données sur 10 ans dans son « Atlas hydrologique de la nappe des calcaires de Beauce », avait montré l'ampleur de la contamination de cette nappe par les nitrates et son évolution. La croissance du taux moyen y était déjà de 1 mg/l/an, ce qu'il est encore aujourd'hui !

En juin 1975, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac étant alors premier Ministre, la directive européenne « concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres » entrainait en application⁽¹⁾. Quinze années s'écoulaient, partout les nitrates sont en augmentation, certains secteurs du territoire sont touchés plus rapidement que d'autres.

En Bretagne, où les fertilisations minérales s'ajoutent aux montagnes de déjections issues de la course aux cochons, volailles... la directive n'est pas respectée sur de nombreux cours d'eau. Les nitrates sont au robinet : voici venu le temps de l'eau en bouteille ! Avec lenteur, la riposte s'organise. En 1990, on lance le programme « Bretagne eau pure », en partie financé par l'Agence de l'eau Loire Bretagne, suivi par d'autres programmes du même genre sans plus de succès. Et l'Etat se garde bien d'informer la Commission européenne de la situation.

C'est dans ce contexte qu'en 1992, l'association « Eau & Rivières de Bretagne » dépose une plainte devant la Commission pour inapplication de la directive de 1975 sur la qualité des eaux alimentaires en Bretagne⁽²⁾. Sur cette base, et dès 1993, la Commission adresse à la France une première mise en demeure de respecter cette directive.

Nous rentrons alors dans l'ère des plans et programmes d'action à répétition, dont le Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) imposé aux Agences de l'eau par le Ministre de l'Agriculture de l'époque. Des tonnes de finances publiques, apportées entre autres par l'Agence de l'eau Loire Bretagne, sont englouties, sans beaucoup de résultats. Le nombre de cochons ne cesse d'augmenter en Bretagne ! En mars 2001, la Cour européenne de justice condamne donc formellement la France, lui demandant de respecter les normes, alors que 37 captages sont en infraction.

Aujourd'hui, 6 ans plus tard, Bruxelles estime que 9 captages sur 37 sont toujours surnitrés (sur ces 37 captages, 9 ont été fermés depuis lors). Amené à réagir, le Préfet de Bretagne exige une réduction des cheptels⁽³⁾ et des apports azotés d'origine organique, ceux-ci devant passer de 170 à 140 kg/ha à partir de 2008⁽⁴⁾. Les mesures prises, si elles sont jugées suffisantes par Bruxelles, pourraient éviter à la France d'être condamnée à payer une lourde amende accompagnée d'astreintes pouvant dépasser 100 M.

A force de ne pas prendre ses responsabilités, l'Etat a donc laissé se créer une situation explosive, et pas seulement en Bretagne. La décision tardive du Préfet a déclenché la vindicte des agriculteurs, ce qui a conduit certains d'entre eux à saccager des locaux de l'association Eau & Rivières de Bretagne, et à proférer des menaces de mort sous forme de graffitis à l'encontre de militants courageux, à qui le réseau eau de FNE **apporte son soutien sans réserve** : ils militent pour une cause juste !

Le mot de la fin revient à Madame Roselyne Bachelot. Dans son livre « Le combat est une fête »⁽⁵⁾, à propos de la suppression en 2004 de la redevance nitrates dans la loi sur l'eau par le Président de la République, elle explique que cette décision était motivée par de « mauvais sondages, prédisant le désastre des élections régionales... » Plus loin elle ajoute... amère : « Cette haute stratégie électorale ne nous a pas empêchés de prendre une raclée monumentale en perdant vingt régions sur vingt-deux en renvoyant à plus tard une décision inévitable, mais qui, ainsi repoussée de manière aussi chaotique, ne sera que plus difficile à faire accepter. » Déclaration hélas prémonitrice : les casseurs montent aux créneaux !

Bernard Rousseau
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques eau

(1) Cette directive interdisait de produire de l'eau alimentaire à partir de rivières contaminées par les nitrates (50 mg/l.). (2) Pour un résumé complet du contentieux européen, voir : <http://www.eau-et-rivieres.asso.fr>. (3) Mesure insérée dans le Plan d'action pour un développement pérenne de l'agriculture et de l'agroalimentaire et pour la reconquête de la qualité de l'eau en Bretagne de 2002, et jamais mise en œuvre, justifiant le retrait des associatifs. (4) Sans préjudice de l'abandon de 4 nouveaux captages, à base de nouvelles interconnections. (5) « Le combat est une fête », Laffont 2006, à lire pour comprendre la petitesse de la grande politique.

Avant de remplir nos verres, l'eau du robinet est prélevée dans le milieu naturel : dans les sources, les nappes souterraines, les rivières et leurs nappes alluviales. Pour devenir potable, cette eau devra subir toute une série de traitements, qui seront plus ou moins poussés selon l'état de la dégradation de la qualité de cette « eau brute »⁽¹⁾. L'eau du robinet, placée en « concurrence » avec les eaux embouteillées, nous avons voulu revenir sur la polémique lancée par Cristaline pour rappeler qu'avant tout, c'est la qualité des milieux naturels aquatiques qui doit être placée au centre de ce débat.

L'eau du robinet : des réglementations et des contrôles stricts

La qualité de l'eau que nous consommons est largement réglementée aux niveaux européen et français, et très régulièrement contrôlée sur le terrain. Dans le circuit de production de l'eau potable, deux étapes sont strictement analysées.

D'une part, au niveau des pompages dans les rivières : les eaux brutes superficielles destinées à l'alimentation en eau potable⁽²⁾ sont sélectionnées selon des critères physico-chimiques très précis. Les eaux qui ne satisfont pas à ces critères ne peuvent pas être utilisées pour la production d'eau potable, sauf dérogation, par nature temporaire.

D'autre part, au niveau de la livraison à l'utilisateur : les eaux distribuées sont sélectionnées en fonction de normes encore plus nombreuses et rigoureuses, afin de garantir leur potabilité. L'eau distribuée au robinet⁽³⁾ est le produit alimentaire le plus surveillé et contrôlé en France (au total, 54 paramètres chimiques et microbiologiques sont testés régulièrement). Les normes sanitaires de potabilité, fixées au niveau européen, sont parmi les plus sévères au monde.

Par conséquent, on ne peut que se réjouir du fait que nos sociétés développées fournissent à tous les usagers, pour un prix modique, une eau répondant aux meilleures normes de potabilité pour tous les usages sanitaires. L'eau du robinet, c'est une seule eau pour tous les usages de

l'eau. C'est bien ce qui en fait un produit incomparable et présentant non seulement le meilleur rapport qualité/prix sur le marché de l'eau potable à domicile, mais encore le service écologiquement responsable le plus pertinent.

Une dégradation générale de la qualité de l'eau brute

Nitrates, pesticides, matières phosphorées, résidus de médicaments, perturbateurs endocriniens, micropolluants, métaux... La liste des substances présentes dans les eaux est bien longue et n'a fait que croître depuis de nombreuses années ! De ce fait, ce ne sont pas seulement les rivières, mais aussi les lacs, les eaux souterraines, ou encore les eaux littorales, estuariennes et marines qui sont dorénavant touchés par cette pollution généralisée. A titre d'exemple, les nitrates sont depuis longtemps montrés du doigt : après 30 années de dégradation constante, 50% des points de mesure sont répertoriés en classe moyenne à mauvaise au niveau national (concentrations en nitrates supérieures à 10mg/l)⁽⁴⁾. En ce qui concerne les pesticides, en 2004, l'IFEN note « la présence de pesticides sur 96% des points de mesure des cours d'eau (contre 80% en 2002) et 61% des points de mesure des eaux souterraines (contre 57% en 2002)⁽⁵⁾ ».

Au final, les états des lieux réalisés dans chaque bassin hydrographique en 2004 montrent que le bon état écologique des eaux, exigé par la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE), ne pourra être obtenu dans 75 à 80% des cas si l'on continue les politiques actuelles⁽⁶⁾.

Les différentes eaux

(d'après les informations du site www.eaufrance.fr et www.cnrs.fr)

Les **eaux de consommation**, encore appelées **eaux potables**, peuvent se présenter sous deux formes : l'eau du robinet et les eaux en bouteille. L'**eau du robinet** provient : soit des eaux souterraines issues des sources et des forages (60%), soit des eaux superficielles issues de pompages directs dans les cours d'eau, les canaux, des lacs ou des étangs (40%). L'eau embouteillée provient, elle, à 100% de gisements souterrains.

Pour l'**eau en bouteille**, on distingue :

- ➔ des **eaux de source** qui sont issues de nappes d'eaux souterraines profondes ou protégées des activités humaines. Elles n'ont subi ni traitement, ni adjonction. Elles doivent satisfaire les critères de potabilité. D'ailleurs ce sont parfois les mêmes sources qui alimentent l'eau du robinet.
- ➔ des **eaux minérales** qui sont des eaux de source ayant des propriétés particulières : leur composition chimique est stable dans le temps. Elles ne sont pas *potables* au sens réglementaire (on ne pourrait pas les distribuer au robinet). En effet, elles contiennent des substances minérales en quantités trop importantes pour pouvoir servir de boisson exclusive. Elles font donc l'objet d'autorisations spécifiques, après analyse de leurs effets thérapeutiques. Parfois ces eaux sont trop chargées en certains éléments par rapport aux critères retenus pour une eau potable ; aussi il ne faut pas, sans avis médical, utiliser de manière continue des eaux minérales.

Les eaux minérales, comme les eaux de source, ne peuvent être traitées.

La consommation d'eau du robinet d'un individu est de l'ordre de 150 litres par jour. Mais seulement 1% parmi les 5,8 milliards de m³ d'eau potable distribués chaque année, est utilisé comme eau de boisson.

En France, les ventes totales d'eau en bouteille (plate et gazeuse) représentent un volume de 6,1 milliards de litres et un chiffre d'affaire de 1,8 milliards d'euros.

(1) Eau brute : eau présente à l'état naturel, avant traitement. (2) Réglementée par la directive européenne du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres. (3) Réglementée par la directive européenne du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, transposée en droit français dans le Code de la santé publique depuis 2001. (4) Rapport de l'IFEN sur l'environnement en France, octobre 2006. Il existe 5 classes en tout : « Très bonne » pour des concentrations <2mg/l ; « Bonne » pour [NO₃-]<10mg/l ; « Moyenne » pour [NO₃-]<25mg/l ; « Médiocre » pour [NO₃-]<50mg/l et « Mauvaise » pour [NO₃-]>50mg/l. (5) Rapport de l'IFEN intitulé « Les pesticides dans l'eau, données 2003 et 2004 », août 2006. (6) Rapport de Jean-Claude Lefeuvre « La qualité de l'eau en France », juin 2005.

Qualité de l'eau brute et eau potable

liaisons dangereuses

D'une manière générale, les molécules sont en perpétuelle évolution et de plus en plus actives, donc utilisées à de très faibles doses. Rejetées dans le milieu, elles sont de ce fait de plus en plus difficiles à détecter.

Aux produits liés aux pollutions que l'on retrouve dans l'eau potable, s'ajoutent les substances induites par son transport (comme le plomb provenant des canalisations) ou sa désinfection (telles que le chlore ou la chloramine, et leurs molécules dérivées).

Par conséquent, il est légitime de se poser plusieurs questions quant à notre capacité à rendre de l'eau potable saine pour l'homme à partir d'une ressource de plus en plus polluée :

- Les seuils actuellement tolérés sont-ils basés sur la dangerosité des nouvelles molécules ou plutôt sur l'efficacité des appareils de détection ?
- Comment prendre en compte la synergie entre les différentes molécules ?
- Quel est l'impact de ces molécules sur la santé à long terme ?...

L'eau en bouteille : to be or not to be ?

Face à cette dégradation globale de la qualité de l'eau, vous allez dire qu'il est bien difficile de produire de l'eau potable de bonne qualité, disponible au robinet de chacun à un coût garantissant l'accès à tous. Pourtant, les caractéristiques de l'eau du robinet sont tout à fait comparables à celles des eaux de source commercialisées, puisqu'elles doivent répondre aux mêmes critères de qualité pour être bues. A tel point que, dans certains secteurs où la ressource en eau est de bonne qualité, les producteurs d'eau de source en bouteille utilisent les mêmes captages que ceux qui servent à l'eau potable !

Consommer de l'eau en bouteille n'est donc pas une solution en soi, ce n'est qu'une pratique de rechange qui ne fait que repousser dans le temps un problème de qualité de l'eau que nous ne pourrions ignorer éternellement. Quoiqu'il en soit, si la pollution de la ressource en eau continue de croître, nous devrons tôt ou tard faire face à une pénurie d'eau de bonne qualité, qu'elle soit mise en bouteille ou non.

Entre curatif et préventif, quelles solutions ?

La véritable et unique solution pérenne réside donc dans la reconquête de la qualité de l'eau brute, car à défaut, les solutions curatives ou palliatives, toujours mises en avant et qui se généralisent, non seulement ne règlent pas le problème de fond (dégradation toujours croissante), mais sont très onéreuses et fragilisent la sécurité de l'approvisionnement en eau potable (par la diminution du nombre et de la diversité des captages disponibles).

Parmi ces palliatifs, qui peuvent être toutefois de bons compléments temporaires à une politique ambitieuse et prioritaire de réduction des pollutions dans les eaux, citons par exemple :

- **l'ultrafiltration, la microfiltration, la nanofiltration ou encore l'osmose inverse** : hautes technologies utilisées dans le traitement des eaux de surface qui consistent en une séparation des molécules ou des ions par des membranes plus ou moins fines ;
- **les interconnexions** : mélange des ressources exploitées (entre eau de bonne qualité et eau de mauvaise qualité). Cette solution engendre un transport longue distance des eaux ;



Crédit photo : Eau et Rivières de Bretagne

- **la dilution** : lâchers d'eau (à partir de retenues situées en tête de bassin par exemple) pour diluer la pollution et respecter les normes ;
- **la fermeture des captages** : une centaine de captages d'eau potable dans des rivières ou des nappes souterraines sont abandonnés chaque année en France, pour cause de trop forte pollution. Pourtant ceci conduit inexorablement à une impasse(7).

Au final, ces options ne sont que des solutions en trompe l'oeil. Elles coûtent cher aux pollués. Par ailleurs, ce que l'on connaît moins c'est qu'elles ont aussi un coût énergétique très élevé. Par exemple, il faut beaucoup d'énergie pour fabriquer un lit de charbon actif, destiné à éliminer les pesticides... Enfin, elles évitent le changement de pratiques des pollueurs, ce qui conduit à une dégradation constante et généralisée de la qualité de l'eau et à la fermeture d'un nombre croissant de captages.

Les eaux des villes, les eaux des champs...

Intervient également une distinction entre les zones urbaines et rurales. En effet, dans les grandes villes de chaque département, les DDASS(8) affirment ne jamais avoir réalisé autant d'analyses qu'aujourd'hui : elles effectuent plusieurs dizaines de contrôles par jour, là où l'eau est pompée, mais aussi dans les usines de traitement, et même au robinet du consommateur. En tout, 70 normes de potabilité sont surveillées en permanence, sans compter les auto-contrôles quasi-quotidiens des collectivités ou sociétés gestionnaires ou distributrices.

Par contre, en zone rurale, les analyses restent peu nombreuses et peu de produits sont recherchés, puisque le coût est trop élevé pour être supporté par les petites communes et leur faible nombre d'usagers. Il est donc très difficile d'avoir une bonne connaissance de la qualité de l'eau en zone rurale.

Par ailleurs, outre les problèmes de pollution, la qualité gustative ou olfactive de l'eau est souvent dénoncée. Toutefois, il est nécessaire d'être prudent quant aux idées reçues. En ce qui concerne le chlore, par exemple, il s'avère que l'appréciation des consommateurs est souvent faussée. En Belgique, des tests ont montré qu'environ 80% des sondés qui identifient un goût de chlore dans l'eau du robinet se trompent.

(7) Par exemple, entre 1993 et 2001 dans le bassin Seine-Normandie, 259 captages d'alimentation en eau potable en eaux souterraines ont été abandonnés pour cause de dépassements de normes du taux de nitrates, 83 pour cause de dépassements de normes du taux de pesticides. (8) DDASS : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, service de l'Etat en charge notamment du contrôle sanitaire. (9) Voir l'article 1er de la loi 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques.

Qualité de l'eau brute et eau potable

liaisons dangereuses

Si l'on peut bien entendu comprendre que les populations rurales soient tentées de boire de l'eau en bouteille pour éviter ces désagréments, nous militons pour que des solutions préventives soient mises en place afin de leur permettre d'accéder à une eau potable d'aussi bonne qualité que les citadins. En somme, pour garantir le droit d'accès de tous à une eau du robinet de bonne qualité sanitaire⁽⁹⁾, nous devons tous nous ranger du côté de la préservation de l'eau brute et des milieux naturels aquatiques.

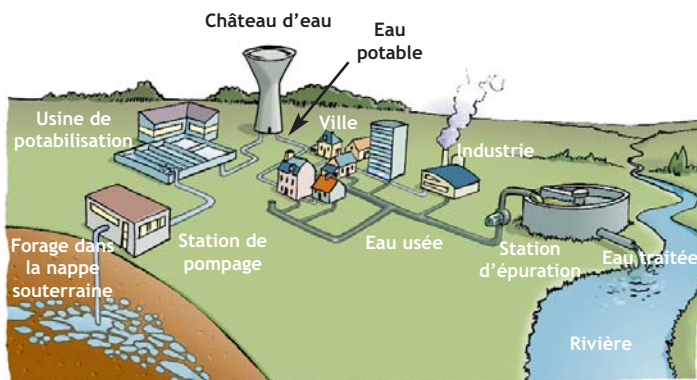
Vers un changement de mentalités et de pratiques !

Pendant ces nombreuses années écoulées, les entreprises distributrices de l'eau du robinet se sont accommodées de cette dégradation, sans pour autant en être responsables : les ingénieurs étaient reconnus pour leur capacité à fabriquer de l'eau potable à partir d'une eau brute de qualité médiocre ! Le curatif avait le vent en poupe, et il rapportait gros ! Mais ces entreprises commencent à changer de stratégie : en privilégiant le préventif, elles y gagnent sur tous les tableaux. Elles soignent ainsi leur image auprès des citoyens, mais font aussi des économies (en effet, pour fournir une eau potable de bonne qualité à moindre coût, il est nécessaire d'avoir une eau brute de bonne qualité sur l'ensemble du cours d'eau).

A ce titre, l'efficacité de l'alimentation en eau potable sera fonction de la quantité et de la qualité de la ressource exploitée, ainsi que des normes d'eau potable.

Par ailleurs, des périmètres de protection des captages ont été délimités, où l'activité est plus ou moins réglementée : le Plan National Santé Environnement (PNSE) s'est fixé pour objectif la protection de la totalité des captages d'ici 2010, avec un objectif intermédiaire de 80% pour 2008. Aujourd'hui, moins de 50% des captages bénéficient de cette protection. Il est dorénavant urgent d'accélérer la mise en place des périmètres de protection des captages !

Par ailleurs, il existe un risque de voir d'une part des secteurs sanctuarisés, d'autre part des secteurs où le développement se fera de manière anarchique et incontrôlé (développement de l'agriculture intensive par exemple). Pourtant, on sait que la pollution diffuse est la principale cause de pollution et les périmètres de protection de captages sont inefficaces dans ce cas, puisqu'ils ne concernent qu'un territoire réduit.



L'alimentation en eau potable
Dessin : Dominique Charron (Le Toit à Vaches)

S'il existe divers exemples donnant de bons résultats (Munich⁽¹⁰⁾, Vittel...), il n'en demeure pas moins qu'à grande échelle, il est indispensable de prévenir toutes les pollutions, qu'elles soient agricoles, industrielles ou domestiques, sur les bassins versants qui alimentent les captages, afin de garantir tous les usages de l'eau dans des conditions écologiquement viables et socialement responsables. Ceci passe obligatoirement par un changement de pratiques, que l'Etat a des difficultés à instaurer et les acteurs à s'approprier.

A titre d'exemple, pour reprendre une actualité très récente, la Commission européenne est en passe d'engager de nouvelles poursuites contre la France devant la Cour européenne de justice. En Bretagne, une dizaine de prises d'eau superficielle ne respecte toujours pas en 2007 les normes de qualité en nitrates pour être potabilisables, normes pourtant applicables depuis... 1975, dénoncées par l'association Eau et Rivières de Bretagne... en 1992, déjà sanctionnées par la Cour européenne de justice... en 2001, et toujours violées... en 2007 ! Une situation qui commence à faire très sérieusement désordre, et qui pourrait donc nous coûter cher, en termes d'amendes et d'astreintes financières⁽¹¹⁾.

Ainsi, sous la pression, sur les 9 bassins versants encore en contentieux, l'Etat est en train de prendre en urgence des mesures renforcées immédiates avec notamment la décision d'abandonner les 4 captages les plus dégradés. Evidemment, la suspension d'exploitation des captages ne règlera en rien le problème des nitrates, tout comme la dénitratisation des eaux, dénoncée à l'époque par les associations, avait implicitement encouragé la croissance chronique des flux nitrates. Même sans captages, les nitrates continueront de se déverser en mer et de provoquer des marées vertes.

Conclusion

La bonne qualité des eaux permet, à moindre coût et durablement, la satisfaction de tous les usages (alimentation en eau potable, loisirs, irrigation, prélèvements industriels...), contrairement au développement de traitements de plus en plus compliqués et onéreux, qui formalise l'application du principe pollué-payeur. Mettre en oeuvre des actions de prévention qui permettent d'empêcher la pollution de la ressource en eau est un enjeu à la fois social, économique et environnemental. Social et économique, parce que la dégradation des ressources en eau entraîne une augmentation considérable du prix de l'eau potable. Environnemental, car cette dégradation est la conséquence directe de la destruction des milieux naturels aquatiques, qui sont le premier filtre épurateur de nos pollutions.

La DCE, qui a pour objectif l'atteinte du bon état écologique des eaux en 2015, doit nous y forcer.

Un proverbe ouest africain dit que « l'eau lave tout, mais il est difficile de laver l'eau ». C'est pourquoi une eau de qualité représente le reflet de la qualité de l'environnement. Sa reconquête est donc à la fois symbolique, primordiale et prioritaire.

*Elise Delanssays et Romain Suaudeau.
Chargés de mission, Pôle Ressources en Eau
et Milieux Naturels Aquatiques
France Nature Environnement*

⁽¹⁰⁾ Munich : un exemple réussi de gestion commune des eaux, de la forêt et de l'agriculture. Pour éviter de s'équiper d'une station de traitement des eaux, cette ville de 1,3 millions d'habitants a décidé de produire une eau saine en gérant ses espaces forestiers et en incitant l'agriculture biologique. On peut désormais comparer l'eau potable de la ville aux meilleures eaux minérales, par son très faible taux en nitrates (en moyenne 8mg/l) et en pesticides, la quasi-absence de métaux lourds, et sa minéralité très équilibrée. Plus d'informations : note de P. Pointereau : http://www.solagro.org/site/im_user/153_notestechmunich.pdf ⁽¹¹⁾ On évoque plusieurs centaines de millions d'Euros.

On a sauvé la loi sur l'eau mais à quel prix !

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a finalement été adoptée⁽¹⁾. Elle comprend 102 articles et réforme plusieurs codes⁽²⁾. Jusqu'à la dernière minute, de profondes incertitudes ont pesé sur le sort de cette loi, et il a fallu que Madame Nelly Olin se batte avec énergie pour obtenir son adoption finale au cours de cette législature. Comme toute loi, son contenu ne satisfait vraiment personne. Au moins a-t-elle le mérite d'exister. Tentons d'analyser ce texte au regard des enjeux, avec Pierre Boyer, qui a suivi son élaboration au Parlement en relation avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable pour le compte de France Nature Environnement tout au long de ces dernières années.

1) Les premières démarches pour réaliser une nouvelle loi sur l'eau ont été engagées par Madame Dominique Voynet en 1998, alors Ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire. Elle est finalement adoptée en décembre 2006. Quelle leçon tirer de la méthode et du calendrier ?

PB: La gestion de l'eau est complexe, compte-tenu de l'hétérogénéité des milieux naturels et physiques comme de la diversité des usages de l'eau qui lui sont associés. Toute ambition réformatrice doit donc faire l'objet d'une large concertation préalable. Mais la concertation n'est pas une fin en soi, et la recherche du consensus doit être tempérée par une volonté réformatrice réelle. Car les résistances à toute évolution de la gestion des eaux sont vigoureuses (la fameuse défense des droits acquis), et sont largement encouragées par la démission du politique, ou plutôt par son incapacité croissante à promouvoir un intérêt de long terme. Le dossier de l'eau, un peu comme celui des retraites, n'est pas politiquement rémunérateur à court terme. On diffère donc le traitement du dossier, bien que les rapports d'alerte s'accumulent au cours du temps⁽³⁾. Sans la contrainte de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE), cette loi aurait-elle même vu le jour ? Après 8 ans de débats, ayant usé 5 ministres successifs chargés de l'environnement, il y a lieu d'en douter. Face à ces atermoiements, le barycentre de la gestion de l'eau est malheureusement en train de se déplacer de Paris à Bruxelles, car seule l'Europe apparaît à même aujourd'hui de défendre le long terme.



Vallée de l'Avre (27)
Crédit photo : Diren Centre, 2001

2) Quand Madame Roselyne Bachelot est arrivée au Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en mai 2002, elle a abandonné la « petite loi sur l'eau » adoptée en première lecture par les députés de la majorité précédente, au motif qu'elle n'était pas bonne. En quoi le texte adopté en décembre 2006 est-il meilleur que celui de 2002 ?

PB : La petite loi sur l'eau de janvier 2002 portait « réforme de la politique de l'eau », et remettait en cause nombre d'avantages archaïques, dont bénéficiaient jusqu'alors de puissants lobbies économiques. Certes, l'ambition réformatrice réelle d'alors manquait parfois de pragmatisme technique et de progressivité d'application. Mais un bon débat parlementaire aurait sans doute été de nature à l'améliorer. La LEMA de décembre 2006 est, quant à elle, globalement si pragmatique qu'elle en a perdu toute ambition réformatrice. Elle est sans nul doute techniquement plus soignée sur la forme, plus mature en terme de réorganisation institutionnelle, mais la moindre avancée environnementale est contrebalancée par des limites étroites, voire des régressions notables. En outre, elle assure la défense systématique des intérêts économiques, qui ont ainsi obtenu de nouveaux privilèges pour ne pas évoluer dans leurs pratiques.

La plupart des petites dispositions techniques dignes d'intérêt qu'elle intègre au final résulte des débats parlementaires, qui auraient sans nul doute permis d'améliorer également la petite loi de 2002. 5 ans de débats supplémentaires, pour simplement lifter la législation sur l'eau, mais sans réelle volonté réformatrice, c'est un bien maigre bilan. Hormis sa longueur rédactionnelle et sa lenteur d'élaboration, elle ne risque pas de rester dans l'histoire comme une « grande » loi sur l'eau, stratégique et innovante.

(1) JO du 31 décembre 2006. (2) Environnement, collectivités territoriales, santé, construction et habitat, rural, propriétés publiques... (3) Quelques rapports d'alerte dans le domaine de l'eau ces dernières années : *Le Fonds national de solidarité pour l'eau (fnse) : une expérience riche d'enseignements* (rapport Sénat - Philippe ADNOT - juin 2004) ; *La gestion de l'eau sur le territoire* (rapport Assemblée nationale - Jean LAUNAY - novembre 2003) ; *Les redevances des Agences de l'eau : Enjeux, objectifs et propositions d'évolution dans la perspective de la réforme de la politique de l'eau* (rapport Assemblée nationale - Jean-Claude FLORY - octobre 2003) ; *La préservation de la ressource en eau face aux pollutions d'origine agricole : le cas de la Bretagne* (rapport Cour des comptes - février 2002)...

On a sauvé la loi sur l'eau

3) Quelles sont les avancées significatives de ce texte ?

PB : Hormis la rénovation de l'organisation institutionnelle, la légalisation des redevances des Agences de l'eau, l'affirmation de généreux principes de gestion durable des eaux et d'un droit d'accès à l'eau pour tous, cette nouvelle loi est bien pauvre. Certes, la loi comporte de nombreuses petites dispositions techniques intéressantes(4), mais dont le champ d'application est souvent sévèrement contrebalancé par des dispositions contraires. Ainsi, la circulation des espèces migratrices amphihalines(5) est rendue possible sur tous les barrages à compter de 2014, sans attendre les fins de concessions (article 4). Mais le débit réservé des barrages sur les cours d'eau est remplacé par un régime réservé incertain sur le plan écologique, et incontrôlable techniquement...

4) France Nature Environnement s'est investi durablement dans l'élaboration de ce texte. A-t-elle réussi à faire adopter certaines de ses propositions par les parlementaires ?

PB : Le Parlement est traditionnellement hostile aux intérêts environnementaux. Ainsi, les projets de loi préparés par les ministres de l'environnement et présentés par le gouvernement sont méticuleusement rabotés par les parlementaires, relais efficaces des lobbies les plus influents(6). Ceci étant, FNE n'a pas ménagé sa peine, et a défendu tout au long des examens parlementaires successifs une trentaine d'amendements. Elle a tenté d'obtenir le soutien, et a minima la neutralité, du gouvernement sur ces propositions d'amendements, et de convaincre les rapporteurs au Sénat et à l'Assemblée nationale, car ces acteurs sont très influents sur le sort des amendements débattus. Encore faut-il d'ailleurs que les amendements soient soutenus, et FNE s'est efforcée de les présenter à nombre de parlementaires de tout bord politique (UMP, UDF, PS, PC, Les Verts).

Au final, outre une bonne dizaine d'amendements techniques, elle a réussi à faire adopter quelques amendements d'envergure (généralement adoptés sous un

format réduit), tels que l'interdiction de la publicité pouvant donner une image exagérément sécurisante ou de nature à banaliser l'utilisation des pesticides et l'autorisation simplifiée des préparations phytosanitaires naturelles comme le purin d'orties (article 36) ; la pénalisation des déversements irréguliers d'effluents non domestiques dans les réseaux d'assainissement (article 46) ; le plafonnement national de la partie fixe du prix de l'eau (article 57) ; le schéma départemental des carrières assujetti aux SDAGE et SAGE (article 81).

5) Quels sont, à votre avis, les points les plus négatifs de cette loi et en quoi seront-ils préjudiciables pour les milieux aquatiques ?

PB : L'articulation entre la gestion de l'hydroélectricité et la préservation des écosystèmes aquatiques a été ratée, les parlementaires étant manifestement subjugués par le concept du développement énergétique. Perte du pouvoir auto-épurateur et augmentation de la température de l'eau, impact sur la faune piscicole et perte de continuité écologique, altération du transit sédimentaire, les impacts négatifs de l'exploitation de l'énergie hydraulique sont

importants et très largement sous-estimés. A l'échelle piscicole, l'hydroélectricité génère des phénomènes de changement climatique bien plus brutaux et parfois insurmontables que ceux que nous vivons. En outre, les solutions techniques compensatrices ne sont pas toujours mobilisables et les moyens de l'évaluation environnementale sont très insuffisants.

De la même manière, il est singulier de noter la démission de la loi (voir notamment les articles 57 et 58) en terme de gouvernance des services publics d'eau. En déterminant des possibilités... qui ne constituent pas des obligations, la loi en est réduite à formuler des vœux pieux. Ainsi, la tarification de l'eau fixée par les collectivités territoriales pour les consommateurs individuels peut être progressive (augmenter progressivement le prix de l'eau permet de réguler les excès de consommation)... et dégressive (cela consiste à encourager la vente en gros, en réduisant le prix de l'eau pour les gros consommateurs, ce qui n'incite pas à économiser cette ressource), sans aucune limite légale, sauf sur les bassins notoirement déficitaires. Pourtant, l'avenir est à la réorganisation de la répartition des prélèvements quantitatifs sur la ressource à prélèvement constant (et non leur



Creuse

Crédit photo : Diren Centre, 2001

(4) Le curage des cours d'eau devient l'exception, par exemple (LEMA, art. 8). (5) Espèces amphihalines (vivant alternativement en eaux douce et salée) : alevins d'anguille, anguilles, saumons, esturgeons... (6) En témoigne la proximité des députés et sénateurs qui président les groupes d'études parlementaires sur l'eau, avec les lobbies économiques émetteurs de pollution. A titre d'illustration, le député UMP breton Philippe Rouault, Président du groupe d'étude sur l'eau de l'Assemblée nationale, défend avec constance l'innocuité des nitrates dans l'eau... si présents dans les rivières et nappes de sa région.

On a sauvé la loi sur l'eau

augmentation continue comme au XX^{ème} siècle). De même, la loi indique que les CCSPL(7) peuvent être instituées à partir de 20000 habitants pour les syndicats intercommunaux... mais refuse de réduire le seuil de l'obligation légale fixé à 50000. Résultat : impossible de faire vivre la démocratie participative dans les campagnes, voire dans certaines agglomérations !

6) La réforme des Agences de l'eau et des Comités de bassin va-t-elle modifier les équilibres au sein de ces instances de concertation ? Avec quels impacts sur la politique de l'eau ?

PB : Le toilettage des instruments financiers de la politique de l'eau, et donc de la grande loi innovante et réformatrice du 16 décembre 1964, apparaît finalement comme le point central de la loi nouvelle. Un manque de courage politique, et la sensibilité aiguë du sujet, avait conduit à différer ce toilettage depuis près de 30 ans, malgré un avertissement sans frais du Conseil constitutionnel en 1980(8). Mais s'agissant des Comités de bassin, la réforme a là encore accouché d'une souris. Les équilibres au sein du Comité de bassin sont confirmés, mis à part la place plus importante accordée aux communes dans le collège

collectivité. Les projets de décret en cours d'adoption ne prévoient nullement de garantir la parité, le non cumul des mandats dans le temps, la démocratisation des modes de désignation à ce faux « Parlement de l'eau » dans chaque bassin. En outre, nul ne voulant remettre en cause la représentation de tous les départements au sein des Comités de bassin, ces derniers vont enfler(9), avec un risque majeur d'accroître encore un peu plus la surreprésentation des communes rurales... et des intérêts agricoles.

7) Des dispositions importantes concernent les redevances des Agences de l'eau. A la suite de la consultation du public qui s'est déroulée en 2005 dans le cadre de la mise en œuvre de la DCE, il est apparu que les citoyens consultés souhaitent que le principe pollueur-payeur soit mieux appliqué. Cette loi va-t-elle permettre une meilleure application de ce principe ?

PB : Le fameux article 84 de la LEMA légalise non sans mal les redevances des Agences de l'eau conformément à la constitution. Un grand pas en avant, tant les résistances étaient fortes. Avantage de la réforme : l'assiette des futures redevances applicables à compter de 2008 seront identiques d'un bassin à l'autre,

ce qui permettra enfin de mettre un terme à une hétérogénéité fiscale fort contestable, et de comparer objectivement les politiques menées sur chaque bassin. Mais disons-le tout net : la réforme fait la part belle aux revendications corporatistes(10) et ignore purement et simplement le principe pollueur-payeur. Il faut donc considérer que le principe pollué-payeur a encore de beaux jours devant lui en France.

Bref, la loi nouvelle organise le grand écart entre les contraintes des obligations communautaires, à finalités écologiques (DCE) et la protection des avantages acquis par les pollueurs les plus influents, au premier rang desquels l'agriculture productiviste qui demeurera quasi-exonérée de l'application du principe pollueur-payeur. Celui-ci restera donc très largement inappliqué : les consommateurs continueront d'être taxés pour assurer 85 % du budget des Agences de l'eau; l'agriculture, celle qui consomme les engrais chimiques et qui produit les lisiers, n'en supportant que 4%... Contrairement aux recommandations unanimes des experts, aucun outil économique ne viendra inciter les exploitations agricoles à préserver la ressource en eau, ou dissuader les pratiques agricoles à risque pour l'environnement.

8) Comment les redevances des Agences de l'eau dissuadent-elles les pollutions, notamment les pollutions diffuses?

PB : La LEMA de 2006, c'est quasiment le statu-quo avec le système existant jusqu'alors, bâti dans les années 1960 dans un contexte ignorant largement la problématique des pollutions diffuses. Les 7 nouvelles redevances (prélèvement, pollution, modernisation réseau de collecte, pollutions diffuses, stockage d'eau en période d'étiage, obstacle sur les cours d'eau et protection du milieu aquatique) préexistaient très largement. Alors que toutes les politiques publiques de gestion de l'eau échouent sur le problème difficile des pollutions diffuses, la loi nouvelle n'offre aucune perspective encourageante.



Un des bassins naturels de la Grande Rivière en Martinique
Crédit photo : Muriel SALPETRIER, ASSAUPAMAR, 2006

(7) CCSPL: Commission Consultative des Services Publics Locaux (code général des collectivités territoriales, art. L. 1413-1). C'est l'outil de la démocratie participative en matière de gestion des services d'eau et d'assainissement. (8) Voir à ce sujet, entre autres, la Lettre eau N° 36, parue en septembre 2006. (9) Les futurs Comités de bassin, qui verront le jour en 2008, comprendront entre 80 et 190 membres. (10) En 8 ans, elles ont eu le temps de réduire à néant les ambitions réformatrices. Par exemple, dans le projet Voynet, il était question d'assujettir les collectivités à la redevance pollution, plutôt que les usagers domestiques. C'était à la fois plus simple à gérer, et plus légitime puisque les particuliers ne sont pas gestionnaires d'émissions polluantes. C'est ce qui se pratique dans les pays voisins. Mais en France, les élus locaux souhaitent que la redevance pèse sur l'utilisateur, afin de pouvoir « s'exonérer » en partie du prix de l'eau en vigueur ! (11) La contribution agricole devrait ainsi passer de 1% à 4%, à fiscalité constante pour les agriculteurs du fait du transfert de fiscalité ainsi aménagé.

On a sauvé la loi sur l'eau

En ce qui concerne les nitrates, la redevance pollution sera principalement assumée par les particuliers et les industriels; pourtant, ce sont les agriculteurs qui contribuent à 75% des apports qui arrivent à la mer, mais ils restent quasiment exonérés. Seuls certains éleveurs intensifs assureront une très maigre cotisation financière, dépourvue de toute vertu pédagogique, même pas majorée en zone vulnérable. Comme les subventions agricoles ignorent les réalités environnementales, et comme les pollutions nitratées d'origine agricole ne sont quasiment pas taxées, par quel miracle les pollutions nitratées cesseraient-elles ?

Mais le comble réside sans nul doute dans la nouvelle redevance sur les pollutions diffuses émanant des produits phytosanitaires. Certains analystes ont vu un progrès dans la transformation de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) pesticides en redevances des Agences de l'eau. C'est pourtant un recul flagrant en terme d'application du principe pollueur-payeur : cela permet d'augmenter artificiellement les contributions financières agricoles au budget des Agences de l'eau(11), d'encourager les fraudes en cas de disparité importante d'un bassin à l'autre des taux de cette redevance prélevée à la source(12), enfin et surtout d'introduire un nouveau régime d'aides et subventions en direction des utilisateurs de pesticides(13)... bref, d'encourager les pratiques polluantes, et non de les décourager. Cette nouvelle redevance constitue un tour de passe-passe, qui constitue sans nul doute la principale forme de la régression de l'application du principe pollueur-payeur(14) aux termes de cette loi.

9) L'émergence d'un Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) a également fait beaucoup gloser. Progrès ou régression institutionnelle, les avis sont partagés ?

Le Conseil Supérieur de la Pêche (CSP) est intégré dans un nouvel établissement public national aux missions élargies, sous la tutelle du Ministère chargé de l'environnement, à l'instar de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (article 88). La régression de



Loiret à Olivet, 2004

Crédit photo : Judith POITOU, France Nature Environnement

la population de pêcheurs, résultat des altérations des milieux aquatiques, amenuisait au fil du temps le produit de la taxe piscicole.

Le financement de cet ONEMA par les Agences de l'eau apparaît respectueux du principe « l'eau paie l'eau », et de nature à renforcer l'application du principe pollueur-payeur, tempérant à la marge(15) le caractère mutualiste des Agences de l'eau. Comme tout outil, il devra faire ses preuves, et il conviendra de s'assurer que la nouvelle forme institutionnelle ne se traduira pas par une régression de la police de l'eau sur le terrain, et par une moindre expertise écologique des milieux aquatiques. Les associations agréées de protection de l'environnement ont obtenu un siège au Conseil d'administration du futur ONEMA dans le cadre du décret d'application, afin de s'assurer concrètement du respect de ces acquis antérieurs.

10) La DCE déjà évoquée incite les Etats membres à atteindre le bon état des eaux en 2015 : cette loi sera-t-elle un outil efficace pour atteindre cet objectif ?

Non, assurément. Difficile quand on défend la qualité des eaux et la protection des milieux aquatiques de sauter de joie à sa lecture ! L'atteinte des objectifs européens de bon état des eaux - obligations de résultat souscrites à

l'horizon 2015 - sera difficile avec ce texte. Le courage politique a fait défaut pour bâtir une loi ambitieuse. Il faudrait largement un miracle pour que nous assumions nos objectifs européens avec les mêmes outils que ceux mobilisés sans succès jusqu'alors. Car sans renforcement de la fiscalité écologique, aucune amélioration de la situation de l'eau n'est envisageable à moyen terme. L'impact prévisible de cette loi sera donc au mieux la stabilisation de la situation présente, mais aucunement la restauration d'une composante stratégique de la biosphère.

Encore faudrait-il d'ailleurs qu'elle soit pleinement appliquée ? A titre d'exemple, le gouvernement vient d'annoncer en février 2007 la fermeture de 4 captages bretons, pour tenter d'échapper aux condamnations européennes et sanctions financières résultant de la contamination chronique en nitrates des eaux bretonnes. Est-ce là l'application du nouveau principe légal de gestion durable des eaux(16) ? Ou le symbole grandeur nature de l'échec des politiques de l'eau menées jusqu'alors et de la fuite devant les pollutions que cette loi encourage implicitement pour l'avenir ?

Pierre Boyer
Jursite au réseau Eau
France Nature Environnement

(12) La redevance est payée par le distributeur, avec mention « pédagogique » sur la facture d'achat des pesticides. (13) Avec la TGAP, l'utilisateur de pesticides ne pouvait pas être subventionné avec l'argent qu'il versait, affecté aux comptes sociaux et au paiement de la réduction du temps de travail (35 heures). (14) Les contaminations des sols et de l'air (et non exclusivement des eaux) par les pesticides justifiaient tout particulièrement le maintien de la TGAP pesticides. Sans préjudice de l'insuffisante progressivité et revalorisation des taux maxima de taxation, pourtant recommandée par le dernier rapport CEMAGREF-INRA (*Pesticides, agriculture et environnement : réduire l'utilisation des pesticides et en limiter les impacts environnementaux* - décembre 2005). (15) Ce tempérament apparaît largement érodé, puisque le budget des Agences a été porté de 12 à 14 milliards d'euros sur les 6 prochaines années, hors contribution à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques. (16) Article 20, portant réforme de l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

La pollution des eaux par l'usine Métaleurop

L'usine Métaleurop⁽¹⁾ a été fermée en janvier 2003. Elle fonctionnait depuis 1894. C'était une fonderie de plomb et de zinc, la plus importante d'Europe. Jusque dans les années 80, l'usine a fonctionné sans aucune précaution environnementale : les cheminées rejetaient dans l'air le gaz sulfureux, les poussières de plomb, de zinc et de cadmium, tandis que les égouts déversaient leurs rejets dans l'eau de la Deûle canalisée.

➔ 1894 : installation d'une usine de fonderie de zinc et four à plomb à Noyelles Godault par Maldino (détruite pendant la guerre 14-18).

➔ 1920 : reconstruction de l'usine par Pennaroya, qui devient l'un des plus gros producteurs mondiaux de zinc et de plomb.

➔ 1988 : création de Métaleurop SA Nord à Noyelles Godault (45 km² ; 60 000 personnes concernées sur 3 communes).

➔ 2003 : fermeture de l'usine (830 salariés).

L'usine s'est installée à Noyelles-Godault, au cœur du pays minier du Nord-Pas-de-Calais qui lui fournissait le charbon, et au bord du canal de la Deûle par lequel arrivait le minerai en provenance de divers pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique du Sud.

Les rejets dans l'air ont contaminé quelque 40 km² de sol et « plombé » plusieurs milliers d'habitants (12 à 25% des enfants, 30% des hommes et 12% des femmes) au-delà des normes acceptables fixées par l'OMS⁽²⁾ (100 µg de plomb par litre de sang).

La pollution des eaux s'avère considérable. En un siècle de fonctionnement, l'usine a déversé dans la Deûle, affluent de la Lys, d'énormes quantités de métaux lourds. Après la guerre, un canal à grand gabarit a été aménagé entre la zone Dunkerquoise et le Valenciennois en vue essentiellement d'alimenter en minerais les usines sidérurgiques de Denain ; le canal a emprunté le cours de la Deûle sur une certaine portion et c'est ainsi que la pollution rejetée par Métaleurop, entraînée par le courant a pu, à la fois, progresser par la Deûle vers Lille et par le canal vers Dunkerque. Les sédiments ont donc accumulé plomb et autres polluants ; les vases pollués par le plomb s'étendent jusqu'aux abords de Lille dans la Deûle et jusqu'à Merville, presque jusqu'à Saint-Omer, dans le canal Dunkerque-Escaut (soit sur quelques 70 km).

Dans les sédiments, d'après des mesures de VNF⁽³⁾, on trouve jusqu'à 10 000 ppm (parties par million⁽⁴⁾) de plomb, jusqu'à 2 000 ppm de cadmium et jusqu'à 9 000 ppm de zinc. Mais on y trouve aussi jusqu'à 500 ppm de nickel, jusqu'à 380 ppm de cuivre, 350 ppm d'arsenic et même 80 ppm d'argent. En 1982, on avait pu mesurer jusqu'à 39 000 ppm de plomb et 34 000 ppm de zinc !

La gare d'eau de Courcelles-les-Lens (agglomération voisine de Noyelles-Godault) qui servait de stationnement et de cimetière pour les péniches transportant le minerai (et où étaient aussi rejetés divers déchets de Métaleurop), a dû être curée dans les années 70.

Les sédiments retirés (y compris les carcasses de péniches) ont été déposés sur un terrain proche, sur la commune d'Auby en bordure du canal. Sur ce terrain de dépôt, d'une superficie de 11 hectares, les sédiments présentent une pollution gigantesque : jusqu'à plus de 100 000 ppm de plomb sur la zone centrale, d'une surface d'environ 2 hectares ; aucune plante

n'y pousse et le sol pulvérulent⁽⁵⁾, doit être arrosé par temps sec pour éviter l'envol des poussières vers les lotissements habités voisins.

Les rejets de l'usine Métaleurop dans les eaux ont été relativement libres et non sérieusement contrôlés et réglementés jusqu'aux années 80, au cours desquelles ont été instaurées des directives européennes concernant en particulier le cadmium et le plomb⁽⁶⁾. Les mesures de rejets, fournies par la DRIRE⁽⁷⁾ étaient bien supérieures aux maxima autorisés par les directives. Nord Nature, fédération régionale d'associations de protection de la nature, fédérée à FNE, est alors aussitôt intervenue auprès du Préfet et du Ministère ; devant l'absence de réaction et malgré les observations faites au Conseil supérieur des installations classées, nous avons alerté la Commission européenne à Bruxelles et le Président Jacques Delors⁽⁸⁾.

Cette demande était devenue essentielle au vu des quantités de rejets dans les eaux.



Vue aérienne du site : on aperçoit le canal, la rocade autoroutière, l'usine et le terril de déblais et déchets.
Crédit photo : Emile Viver, Nord Nature

(1) Penarroya jusqu'en 1988. (2) OMS : Organisation Mondiale de la Santé. (3) VNF : Voies Navigables de France. (4) Parties par million (ppm), c'est une concentration qui, dans ce contexte correspond à ceci : 1ppm = 1mg de produit par kilo de sédiment analysé. (5) Pulvérulent : qui est à l'état de poudre. (6) Directive européenne n° 83-513/CEE du 26 septembre 1983 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de cadmium.

L'usine Métaleurop

Il faut citer quelques chiffres à titre d'exemple.

En 1981, les rejets étaient considérables :

- en plomb : 300 kg/jour, soit 110 tonnes/an
- en zinc : 640 kg/jour, soit 320 tonnes/an
- en cadmium : 84 kg/jour⁽⁹⁾, soit 31 tonnes/an.

Il faut noter qu'avant 1985, aucune mesure des rejets liquides n'était réalisable avec précision car les émissaires de l'usine étaient nombreux et mal contrôlables.

En 1985, c'était encore plus :

- en plomb, quelque 890 kg/jour
- en zinc, quelque 730 kg/jour
- en cadmium, quelque 101 kg/jour.

C'est à la suite de nos plaintes que Bruxelles est intervenu auprès du gouvernement français, d'abord le 2 avril 1987, puis le 16 septembre 1987 et enfin le 18 avril 1988. Métaleurop a ainsi fini par obtempérer aux pressions de l'administration et a pris la décision de mettre en place des systèmes d'épuration de ses rejets liquides.

L'épuration physico-chimique installée s'est révélée, sinon parfaite, du moins relativement efficace. A partir de 1990, les rejets de plomb qui se chiffraient auparavant à 400-500 kg/jour sont tombés à 10-20 kg/jour ; les chutes de pollution pour le cadmium et le zinc ont été du même ordre de grandeur. Mais ces chutes de pollution ne se sont produites que vers 1989-1990 et l'usine a fermé en 2003 : elle avait pollué la Deûle pendant un siècle. D'ailleurs la pollution par les métaux lourds n'était pas la seule : en 1999, la DRIRE a relevé 558 kg/jour en DCO (Demande Chimique en Oxygène), 277 kg/jour en MES (Matières En Suspension), plus un peu de mercure (0,075 kg/jour), un peu d'arsenic (2,12 kg/jour), de cuivre (1,6 kg/jour)... Faut-il ajouter que, furieux de la fermeture de leur usine, les ouvriers ont, en 2003, jeté dans la Deûle, quelques centaines de pains de sodium de 1 kg : l'hydrogène produit explosait en gerbes de feu au dessus des eaux, provoquant un beau feu d'artifice. Mais dans l'eau, le sodium formait de la soude s'ajoutant à la pollution existante. Personne, ni chez les élus, ni dans l'administration, ni dans la gendarmerie, n'est intervenu... Les poissons n'ont sans doute pas apprécié.

Les eaux de la Deûle ont été classées par l'Agence de l'eau, en qualité 3 pour l'année 1997 (très mauvaise qualité).

Une telle pollution n'a pas été sans conséquences pour la faune, en particulier piscicole. En 1997, à proximité de Métaleurop, les analyses de poissons effectuées par l'Observatoire régional de la santé a relevé :

- au niveau de Courcelles-les-Lens :

1 137 µg/kg de plomb chez les rotengles, 936 µg/kg de plomb chez les perches.

- au niveau d'Evin-Malmaison :

878 µg/kg de plomb chez les brochets, 682 µg/kg de plomb chez les tanches, 421 µg/kg de plomb chez les perches.

Or, les normes à ne pas dépasser, recommandées par l'OMS, sont pour le plomb de 500 µg/kg. la contamination des poissons était par conséquent avérée.

Questions :

- ➔ Les pêcheurs (qui sont nombreux) consomment-ils le produit de leur pêche ?
- ➔ On a vu aussi des occupants d'un bateau de plaisance hollandais ramasser, au niveau d'une écluse, des moules d'eau douce (*Dressena polymorpha*) : les ont-ils consommées ?

Aujourd'hui, l'usine Métaleurop est fermée. Mais la pollution stockée dans les sols et les vases reste, les polluants sont plus ou moins remis en suspension, et pour certains en solution, par le brassage de l'eau dû aux hélices des bateaux. Ce brassage va s'accroître avec l'aménagement du canal à grand gabarit Seine Nord Europe dont une partie du trafic fluvial empruntera le canal de la Deûle.

Quelle solution ? L'usine Métaleurop, qui n'existe plus, va continuer de polluer bien longtemps encore car le plomb est très stable, peu ou pas soluble.

On pourrait penser à faire un curage des sédiments pollués. Mais que faire des sédiments ? Des milliers de tonnes à stocker dans des terrains de dépôt... où ? Le Nord-Pas-de-Calais a déjà comblé la plupart de ses zones humides avec les schistes houillers ou les ordures ménagères. Celles qui restent doivent impérativement être protégées.

Les coûts indirects de l'usine vont continuer de peser longtemps sur les habitants, leur santé et leur portefeuille aussi.

Emile VIVIER
Nord Nature

✉ 23 rue Gosselet
59000 Lille

☎ 03 20 88 49 33

secretariat@nord-nature.org



Une péniche sur le canal au bord du quai Métaleurop.
Crédit photo : Emile Viver, Nord Nature

(7) Ex-service de Mines. (8) Nord Nature a déposé une plainte le 8 mars 1987. (9) Les prescriptions préfectorales pour le cadmium étaient de 0,2 mg/l, ce qui correspondait, compte tenu des quantités de rejets, à 6kg/j.

Samedi 1er novembre 1986, un incendie se déclara dans une zone industrielle de l'Est de Bâle (en Suisse), la Schweizerhalle, à quelques kilomètres du passage transfrontalier sur l'A35. Un entrepôt de stockage de l'entreprise Sandoz avait pris feu. Retour sur un événement brûlant, riche de conséquences.

L'incendie

C'est dans le hall 956 que le feu s'est déclaré dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1986. Découvert peu après minuit, il a mobilisé 160 pompiers. A 3h41, l'alerte au risque chimique a été déclenchée dans les communes voisines, notamment à Bâle. Le feu a finalement été éteint peu avant 5 heures. Il eût été possible de simplement laisser le hangar se consumer en préservant les murs des bâtiments voisins de la chaleur. Cependant, la présence de phosgène⁽¹⁾ dans un site de stockage attenant a décidé les autorités sur place à éteindre le feu du site de stockage le plus rapidement possible.

Les eaux d'extinction ont transporté les substances qui avaient été entreposées⁽²⁾, dont l'essentiel était constitué d'insecticides, d'herbicides et de fongicides. D'autres produits hautement toxiques recelaient du mercure⁽³⁾.

Le site industriel Sandoz était équipé d'un réseau d'assainissement qui pouvait être étanchéifié en cas de fuite d'hydrocarbures. Ce dispositif n'a pas été mis en service, mais il est certain que les 10 000 à 15 000 m³ d'eau d'extinction auraient de toute façon percolé vers le Rhin. On a estimé à 141 millions de Francs suisses⁽⁴⁾ le coût des dommages et réparations. La faune piscicole du Rhin a été presque totalement détruite sur un linéaire important en aval de Bâle : anguilles et ombres, ainsi que les crustacés et le plancton ont quasiment tous été décimés jusqu'à Strasbourg ; les anguilles même bien plus loin en aval jusqu'à Coblenze. Le Rhin ayant été analysé à fréquences régulières, il fut possible de suivre le passage de l'onde toxique. On observa alors que la plupart des entreprises ayant un émissaire, tuyau ou rivière, qui conduisait au Rhin en amont de Strasbourg avaient profité de l'accident pour larguer leurs effluents dans le fleuve.

L'adduction d'eau potable à partir du Rhin dû être interrompue pendant 18 jours. Il y eut 42 millions de Francs suisses⁽⁵⁾ de dommages



L'entrepôt de stockage de l'entreprise Sandoz en flammes
Crédit photo : Keystone / Silvio METTLER

payés à des tiers. Sur le lieu même de l'incendie, le hangar perdu valait 15 millions de Francs suisses⁽⁶⁾. Les décombres furent évacués et les terres furent excavées sur 11 mètres de profondeur pour les assainir. Le traitement de dépollution des sols coûta à lui seul 60 millions de Francs suisses⁽⁷⁾.

Le choc des consciences

La prise de conscience de l'événement fut toute différente, entre les habitants de l'agglomération bâloise et les populations du Rhin en aval. Les premiers retinrent surtout le hurlement des sirènes d'alerte et la crainte d'une crise sanitaire. Les autres en aval retinrent d'abord ces tonnes de poissons morts charriés par le fleuve.

Les biocides qui s'étaient écoulés vers le Rhin avec les eaux d'extinction étaient pourvus d'un marqueur rouge ; ils colorèrent le Rhin d'une couleur de mort. Cela devint le signal visible de l'empoisonnement du fleuve et ces images très spectaculaires d'un fleuve rougi furent répandues dans toute l'Europe par les médias.

Bien que personne n'eût à souffrir de dommages sanitaires directs dus à l'incendie, la confiance de la population envers l'industrie chimique fut fortement ébranlée.

Les enseignements tirés

La firme Sandoz arrêta de travailler avec du mercure, sauf pour des médicaments ou de l'analyse chimique. Tous les produits fabriqués furent soumis à une analyse par rapport aux risques de fabrication et de stockage ; analyses qui conduisirent début 1988 à une modification fondamentale de la méthode de stockage. Depuis lors, c'est par classes de risques que les produits sont entreposés. Toutes les unités de fabrication furent dotées de bacs de rétention des eaux d'extinction. Ces dispositifs souterrains sont également conçus pour servir de bassins tampons à l'occasion de déversements accidentels de substances dangereuses pour l'environnement. Ils sont tous équipés de dispositifs d'analyse. Depuis l'accident, le bac de rétention de Schweizerhalle est doté d'une capacité de rétention de 15 000 m³.

(1) Le phosgène est, à température ambiante, un gaz très toxique, notamment pour les voies respiratoires, appartenant à la classe des agents suffocants. Il fut employé la première fois comme arme durant la première guerre mondiale. (2) En tout, 1 351 tonnes de produits chimiques ont été concernées. (3) Globalement, 2,6 tonnes de mercure étaient stockés sur le site. (4) Environ 90 millions d'Euros (le Franc suisse valait alors 4 Francs français). (5) Environ 27 millions d'Euros. (6) Environ 10 millions d'Euros. (7) Environ 40 millions d'Euros. (8) Sandoz a fusionné avec Ciba-Geigy pour des raisons de stratégie industrielle sous le nom Novartis. (9) Environ 6,5 millions d'Euros. (10) Leonhard Baldner (1612-1694), pêcheur et artiste peintre strasbourgeois qui écrivit un traité sur la faune « Vogel, Fisch und Tierbuch », unique document naturaliste de son époque.

20 ans après Sandoz

La fabrication et le stockage de phosgène en zone habitée ne sont aujourd'hui plus tolérés en Suisse, même avec un maximum de précautions. On ne trouve donc plus de phosgène sur le site de Schweizerhalle.

Non seulement définir le risque, mais le réduire selon le meilleur état des connaissances

Pour l'analyse du risque dans l'industrie chimique on développa de nouvelles méthodes, on établit une liste des matières premières, des produits intermédiaires et des produits finaux tout comme un inventaire de tous les incidents ou accidents capables en théorie de survenir. Tous les événements susceptibles d'arriver en production, transfert ou stockage furent notés et documentés. Tout cela conduisit à des registres des risques au niveau de chaque installation (entrepôts, unités de fabrication, voies de transport...). Ces documents visent à garantir à tous les niveaux la claire maîtrise d'une production. Ils devinrent des instruments pour piloter les processus impliquant des produits chimiques tout en améliorant la sécurité. Ils sont d'ailleurs toujours utilisés par les firmes qui ont succédé à Sandoz (devenue Novartis⁽⁸⁾, plus facile à vendre que Sandoz, devenu synonyme de catastrophe écologique du Rhin). Tous les grands groupes chimiques de la région bâloise publient maintenant un rapport annuel sur leurs impacts directs sur l'environnement.

On créa, à différents niveaux de décision, un directoire spécialisé dans la gestion des situations de crise vers lequel on devait se référer en cas d'événement accidentel.

Les conséquences de Sandoz sur les décisions publiques

Le Rhin a été l'objet de beaucoup de soins dans les mois et années qui ont suivi l'accident. Ce qui frappa le grand public et la classe politique en novembre 86, ce sont ces incroyables quantités de poissons morts sortis du fleuve, des quantités qu'on ne soupçonnait pas présentes à l'époque où le Rhin passait encore pour le cloaque de l'Europe.

Au plan international, les Etats riverains du Rhin créèrent un réseau de 8 stations d'alerte.

En 1987, fut créé le Fonds Sandoz de 10 millions de Francs suisses⁽⁹⁾. Ce fonds finança 36 projets visant à améliorer la connaissance du fonctionnement de l'écosystème alluvial du Rhin, un certain nombre de sujets d'étude sur le fonctionnement des forêts alluviales et les interactions entre le Rhin et les eaux souterraines ont pu être menées dans diverses universités, jusqu'alors asphyxiées par de chroniques manques de crédits de recherche. Pour ces laboratoires, le Fonds Sandoz a été une bouffée d'oxygène et a permis le démarrage d'un grand nombre de travaux très pertinents qui sont particulièrement utiles aujourd'hui avec la mise en oeuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

Depuis Baldner⁽¹⁰⁾ au 17ème siècle, aucun inventaire piscicole n'avait été mené sur le Rhin. Et depuis les travaux de Lauterborn⁽¹¹⁾ en 1914, on ne savait plus rien du plancton ni du benthos rhénan. Grâce au Fonds Sandoz,

l'incendie, mais la vision de ces incroyables masses de poissons morts fut un choc qui déclencha cette fois la volonté politique d'appliquer rigoureusement le droit international sur les rejets industriels, afin de permettre aux stocks de poissons de se reconstituer. Dans tous les Etats riverains, on a voulu se donner les moyens de rendre vie au Rhin. Cet accident a créé une dynamique salubre pour le fleuve. Moins de deux mois après l'accident, les ministres de l'environnement des pays du Rhin s'étaient rencontrés à Rotterdam, et c'est là qu'un vaste programme de résurrection du Rhin fut décidé, en mettant à contribution la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR)⁽¹³⁾ pour le suivi des mesures. Cette dernière était déjà une vieille dame respectable puisque née en 1950 pour protéger le Rhin contre la pollution et ce, depuis la convention de Berne de 1963⁽¹⁴⁾.



Les produits chimiques ont provoqué une mortalité massive des poissons du Rhin
Crédit photo : Keystone / Gardin

des recherches ont pu être menées et ce retard en partie rattrapé. Le Fonds participa aussi au financement d'une pisciculture à Bâle visant à retrouver un jour des saumons dans le Haut-Rhin. L'état écologique du Rhin atteignit son état le plus médiocre au milieu des années 70, mais grâce à la mise en service de nombreuses stations d'épuration, un renouveau s'était amorcé à la fin des années 70⁽¹²⁾. Le renouveau des eaux du Rhin s'était donc engagé avant

Le secrétariat de la CIPR à Coblence s'est naturellement vu confier en 1987 la mise en oeuvre et la gestion d'une nouvelle politique sur le fleuve. Elle définit ce qu'on appelle le PAR (Plan d'Action Rhin), qui voulait en dix ans réduire de moitié les concentrations des produits chimiques d'une liste dite « substances dangereuses pour le Rhin ». Il y a aujourd'hui 67 substances reconnues comme telles par la CIPR.

⁽¹¹⁾ Robert Lauterborn (1869 - 1952) était un universitaire allemand hydrobiologiste, zoologue, botaniste et historien des sciences de la nature. Il a écrit un ouvrage en 3 tomes sur le Rhin « Die Geographische und Biologische Gliederung des Rheinstroms ». ⁽¹²⁾ On peut également espérer que ce renouveau est en partie dû à la timide mise en oeuvre des deux conventions internationales de 1976 à Bonn (convention chimie et convention particulière chlorures réglementant les rejets de sel dans le Rhin par la France). ⁽¹³⁾ La CIPR a des compétences limitées, ne concerne que le cours en aval de Constance, n'a aucun pouvoir de décision ou de contrôle. Elle doit statuer à l'unanimité pour adopter ses recommandations. Les progrès ne peuvent venir que de conférences ministérielles, en principe tous les quatre ans. La prochaine aura lieu à l'automne 2007. ⁽¹⁴⁾ La convention de Berne (29/4/63) a fait de la CIPR l'organe officiel chargé de s'attaquer à la pollution du Rhin.

20 ans après Sandoz

On peut dire que le traitement du Rhin fut énergique puisqu'en 1995, les résultats escomptés sur la pollution chimique étaient presque tous atteints. Souvent accusée, l'industrie s'est montrée bonne élève et a permis de faire aujourd'hui du Rhin le fleuve le plus propre d'Europe. Ces résultats, sur la qualité retrouvée des eaux et le retour d'une richesse piscicole exceptionnelle comparable par sa diversité à celle du début du siècle⁽¹⁵⁾, sont très encourageants.

Les conséquences juridiques

La Suisse avait instauré un droit de l'environnement dès 1985. Mais à partir de 1991, on y rajouta des ordonnances fédérales spécifiques aux catastrophes industrielles en tirant des leçons de celle survenue en novembre 86 à Bâle. De même, une nouvelle réglementation pour la prévention des incendies a vu le jour en 1988. A la centrale d'alerte fédérale, on mit en place une banque de données spécifique à la chimie. L'Union européenne a aussi tenu compte des enseignements tirés de l'accident Sandoz dans les révisions successives de la directive Seveso⁽¹⁶⁾.

En Allemagne la fédération de l'Industrie Chimique réagit dès la mi-novembre 86 à la catastrophe Sandoz en promulguant, parmi ses

entreprises fédérées, un certain nombre de recommandations. Dès janvier 1987, elle diffusa une procédure pour vérifier les dispositifs de sécurité des firmes chimiques. La mise en oeuvre de ces recommandations se traduisit par des investissements d'environ 2 milliards de Marks⁽¹⁷⁾. Un catalogue de mesures fut réalisé, intitulé « Principes de lutte contre les incendies de produits phytosanitaires ». Les constructeurs ont immédiatement décliné ces

principes dans la conception des nouvelles usines et ont mis aux normes les constructions existantes avant fin 1989. La protection des eaux a aussi été intégrée dans les documents fixant les principes de lutte contre l'incendie édités en 1987 et également ceux relatifs à la protection des eaux de refroidissement. Cet activisme réglementaire au bénéfice des eaux de l'industrie semble être directement retombé de l'impact de la catastrophe de Schweizerhalle. Les textes sont toujours en vigueur aujourd'hui et leurs prescriptions semblent maintenant aller de soi.

Conclusion

L'accident de Bâle a eu d'innombrables conséquences. Ce fut d'abord une catastrophe écologique majeure pour le Rhin, qui eu des répercussions biologiques jusqu'aux Pays Bas. Ce sont d'ailleurs ces dommages à la faune du Rhin qui rendirent Sandoz tristement célèbre dans toute l'Europe. Mais l'incendie provoqua également une réorganisation de la production, une nouvelle politique du stockage des produits et une nouvelle approche du risque industriel. En effet, le risque industriel est indéniablement mieux maîtrisé qu'avant l'accident et les pollutions industrielles sur tout le cours du Rhin sont notablement réduites. En relevant le défi de réduire considérablement cette pollution ponctuelle,



Le site de l'entrepôt de l'entreprise Sandoz dévasté par l'incendie
Crédit photo : Keystone / STR



La couleur rouge : marque de la présence de biocides dans les eaux
Crédit photo : Keystone / Michael Kupferschmidt

⁽¹⁵⁾ 45 espèces comptées en 1995 par la CIPR, 63 comptées en 2000, seul l'esturgeon *acipenser sturio* manque à l'appel. Il y a bien des saumons mais cette population reste encore trop faible pour se maintenir naturellement. ⁽¹⁶⁾ Suite au rejet accidentel de dioxine en 1976 sur la commune de Seveso, en Italie, les Etats européens se sont dotés d'une politique commune en matière de prévention des risques industriels majeurs : la directive dite Seveso, le 24 juin 1982. Celle-ci a été modifiée à diverses reprises : le cadre de cette action est dorénavant la directive 96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, appelée directive Seveso II, qui a remplacé la directive Seveso à partir du 3 février 1999.

20 ans après Sandoz

la CIPR a gagné l'autorité suffisante pour qu'aujourd'hui ses recommandations aux Etats, dans le but de vaincre la pollution diffuse, soient ancrées dans les politiques nationales des pays contractants.

Cet évènement fut symbolique des risques que l'activité industrielle fait courir sur une zone densément peuplée, où trois frontières d'Etats se rejoignent en zone urbaine. Les populations en prirent enfin nettement conscience. Sur le plan environnemental, avec du recul, l'accident s'est même révélé indéniablement bénéfique par son impact politique, l'orientation d'investissements forts pour plus de sécurité et la meilleure maîtrise du risque environnemental.

Mais la qualité des eaux retrouvée ne doit pas faire illusion. Elle ne suffira pas pour qu'en 2015, le Rhin soit jugé en bon état par la DCE,

ni pour atteindre le bon potentiel en tant que « masse d'eau fortement modifiée », tant qu'il sera exclusivement un canal de fuite d'usines hydroélectriques aux berges bétonnées.

Redonner un peu d'espace au fleuve est le meilleur moyen de lutter contre ses crues et réduire le risque d'inondation. Il faudra rediversifier les berges, relever la qualité et la diversité des habitats aquatiques, trouver de meilleurs compromis entre hydroélectricité et d'autres fonctions du réseau hydrographique comme l'épuration des eaux et la recharge des aquifères.

Gagner la bataille contre la pollution diffuse ne pourra se faire sans une plus grande solidarité amont-aval et la poursuite du travail transfrontalier. A titre d'exemple les pics saisonniers de pesticides⁽¹⁸⁾ sur l'affluent Moselle compromettent plusieurs fois par an la production d'eau potable à partir du Rhin

pour les 20 millions de personnes qui en sont tributaires aux Pays-Bas ou en Allemagne. De même il faudrait plus de cohérence dans les réglementations nationales sur les produits dangereux : l'atrazine a été proscrite en Allemagne dès 1991 et seulement en 2003 en France, elle est toujours autorisée en Suisse.

Rendons à nos voisins suisses qu'après l'accident de Schweizerhalle, ils sont devenus, hors Union européenne, d'excellents élèves en matière de protection des eaux, et ce, sans être soumis aux pressions temporelles de la DCE. Autre constat : la prospérité de l'industrie chimique bâloise n'a semble-t-il pas régressé durant ces deux dernières décennies, bien au contraire !

Jean Wencker

Vice-président d'Alsace Nature

membre du directoire du réseau Eau de FNE

membre du Comité National de l'Eau



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

www.fne.asso.fr

Agir,
c'est dans
ma nature

Protection des espèces en danger,
préservation des milieux aquatiques et terrestres,
promotion d'un développement durable et équilibré des territoires...

Depuis plus de 30 ans,
France Nature Environnement
oeuvre sur tout le territoire français
pour la préservation
de notre environnement

Et vous, qu'attendez-vous pour agir ?

Si vous partagez les mêmes idées, vous avez les moyens d'agir et d'aider France Nature Environnement à réaliser ses missions !
Le Crédit Coopératif met, à votre disposition, deux produits solidaires pour aider à préserver l'environnement.

Quand banque rime avec solidarité

Fort d'un réseau de près de 70 agences en France, le Crédit Coopératif propose une alternative aux produits bancaires classiques avec sa large gamme de produits solidaires.
En association avec des organisations à vocation éthique et humanitaire, le Crédit Coopératif associe la solidarité avec l'épargne depuis plus de 20 ans.

N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Tous les avantages des produits bancaires classiques...
...la solidarité en plus
Venez découvrir les produits solidaires développés par le Crédit Coopératif

<http://www.banque-solidarites.coop>

Le livret Agir

-Le livret est rémunéré au taux du livret A + 1 %
-La moitié de vos intérêts annuels est reversée à France Nature Environnement
-Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

La carte Agir

-3 euros sont versés immédiatement à France Nature Environnement par le Crédit Coopératif à la souscription
- 0,06 euros sont versés, par le Crédit Coopératif à chaque utilisation de la carte, en France ou dans le monde

(17) Environ 1 milliard d'Euros. (18) Chlortoluron et isoproturon.

Le règlement REACH

Le 13 décembre 2006, le parlement européen a adopté le règlement REACH⁽¹⁾ pour l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques. Il a mis fin à plusieurs années d'âpres discussions, mais a engagé un long processus pour les dernières des 30.000 substances chimiques produites ou importées en Europe à plus d'une tonne par an (sur 100 000 au total), qui nous conduira jusqu'en 2022. Après quoi le règlement continuera à s'appliquer au rythme de l'innovation sur les substances chimiques.

Ce règlement améliorera la connaissance et la maîtrise des risques des substances chimiques pour la santé et pour l'environnement. Il n'est ni le premier, ni le seul. Il remplace des règlements sur les substances « existantes » et « nouvelles », et existera au côté de directives spécifiques de produits mis sur le marché comme les « Produits de protection des plantes » (les produits phytosanitaires ou pesticides), ou les « Produits biocides » (substances phytosanitaires ou insecticides à usage domestique, produits épanchés pour la lutte contre les moustiques...).

La spécificité de REACH est l'ampleur de son programme. En effet, il a été lancé en partie pour pallier à l'échec des règlements antérieurs à traiter le nombre de substances à examiner. REACH innove en créant une Agence européenne des produits chimiques, basée à Helsinki (Finlande) et regroupant près de 400 personnes. Il instaure une procédure d'« enregistrement », qui oblige le notifiant (le producteur ou l'importateur) à documenter les dangers et les risques d'une substance pour la santé humaine ou pour l'environnement. Celui-ci doit donc acquérir ces connaissances, s'engager sur leur validité et sur la maîtrise du risque. Cette obligation opérationnelle et juridique a été qualifiée de « renversement de la charge de la preuve ». Conjuguée aux moyens européens de l'agence, cette obligation allège le travail des autorités et doit débloquer les processus d'évaluation.

Il instaure un dispositif d'« autorisation » visant certaines substances, pour lesquelles seules certaines utilisations dûment



Crédit photo : INERIS.

identifiées au préalable seront permises. Les possibilités de substitution doivent être prises en compte.

Les exigences sont maximales pour les gros tonnages, et surtout pour les substances très « préoccupantes » parce que CMR (Cancérogènes, Mutagènes ou Reprotoxiques), ou PBT (Persistantes Bioaccumulables et Toxiques), ou vPvB (très persistantes et très bio accumulables), ou des raisons spécifiques, comme le fait d'être perturbateur endocrinien⁽²⁾... L'évaluation des risques des substances préoccupantes doit être très complète ; et celles-ci sont visées par l'autorisation.

On notera une disposition importante sur le recours à l'expérimentation animale. Son utilité devra être chaque fois prouvée, et REACH vise à la réduire en poussant les producteurs à se grouper pour éviter les essais inutiles, et requérant le développement d'outils toxicologiques alternatifs.

Le débat initial sur REACH a illustré les enjeux de santé publique dus aux expositions environnementales et domestiques aux substances. Aujourd'hui, l'importance de REACH pour la protection des travailleurs

apparaît de plus en plus nettement. Ce critère entre en effet en compte dans l'évaluation des substances, et la diffusion de l'information jouera un rôle important dans la prévention.

Bien que le récent débat public n'ait pas illustré cet aspect, le règlement vise aussi, et de façon importante, la réduction du risque à l'environnement lui-même. Ainsi, l'évaluation passe par des scénarios pour effectuer une évaluation de la concentration prévisible dans les milieux aquatiques. Autre exemple, le caractère « très persistant et très bioaccumulable » durcit les dispositions requises au même titre que, par exemple, le caractère « cancérogène ». On peut donc escompter une augmentation du corpus de données disponibles, mais le couplage de REACH avec des dispositions concernant les milieux (Directive Cadre sur l'Eau par exemple) reste à systématiser.

Philippe HUBERT
Directeur des risques chroniques
INERIS

✉ Parc Alata - BP 2
60 550 Verneuil en Halatte

(1) Registration, Evaluation, Authorisation and restriction of Chemicals. (2) « Un perturbateur endocrinien est une substance étrangère (ou un mélange de substances) qui modifie le fonctionnement du système endocrinien et provoque des effets néfastes sur la santé d'un organisme sain ou sur ses descendants (ou sur des populations) ». Lettre du pôle santé de FNE, N° 1, avril 2000 (à consulter sur le site de FNE : www.fne.asso.fr).